

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-IV-Sommet-des-Ameriques-de-Mar-del-Plata-vue-depuis-le-Quebec>

Le IV Sommet des Amériques de Mar del Plata vue depuis le Québec

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : vendredi 4 novembre 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Vanessa Gaertner et Antoine Casgrain

Quebec, vendredi le 4 novembre 2005

Le IVe Sommet des Amériques aura lieu les 4 et 5 novembre 2005 en Argentine à Mar del Plata. Réunissant les 34 chefs d'États des Amériques élus démocratiquement, ce Sommet cherchera - théoriquement du moins - à symboliser une avancée majeure dans les politiques visant à améliorer la qualité de vie des peuples de l'hémisphère. Sur le thème de « créer des emplois pour combattre la pauvreté et renforcer la gouvernance démocratique », les dirigeants des Amériques vont alors tenter de définir des politiques hémisphériques allant dans ce sens, l'aura de la ZLÉA moribonde les inspirant sûrement.

CONTEXTE SOCIO-POLITIQUE

34 des 35 États du continent américain - Cuba étant exclu - se réunissent pour la première fois en décembre 1994, à Miami, aux USA, lors du 1er Sommet des Amériques. Il s'agissait pour les dirigeants d'établir une stratégie de développement et de prospérité économique basée sur la préservation et le renforcement de la démocratie dans les Amériques. Initié par l'ancien président américain Bill Clinton, ce 1er Sommet avait pour but de favoriser la prospérité par le biais de l'intégration économique et du libre marché, d'éradiquer la pauvreté et de garantir le développement durable en protégeant l'environnement. Dans les faits, les 34 chefs d'États des Amériques s'engageaient à créer la Zone de Libre-Échange des Amériques (ZLÉA), dont les négociations devaient se conclure en 2005.

Deux autres Sommets des Amériques suivirent (en avril 1998, à Santiago au Chili et en avril 2001, à Québec) pour donner forme à un processus épris de néo-libéralisme dont l'objet principal des réflexions était l'amélioration des conditions de vie des peuples des Amériques. Ironiquement, et bien que des représentants de la société civile furent autorisés à intervenir dans les négociations, les populations visées ne furent guère sollicitées mais devaient au contraire subir les décisions prises en leur nom par des dirigeants et ministres (notamment du commerce) qui ignorent totalement les véritables conditions de vie de ceux qui les ont élus démocratiquement.

Sous prétexte d'élaborer des stratégies concernant les politiques sociales, l'éducation, le développement et la consolidation de la démocratie, le respect des droits humains, les différents chefs d'États du continent américain se dissimulent derrière les Sommets des Amériques pour construire un ambitieux projet d'intégration économique entre les pays dits développés et ceux en développement, projet dans lequel, évidemment, les États-Unis d'Amérique ont tout à gagner. En réalité, le « renforcement de la démocratie dans les Amériques » passe essentiellement par l'expansion économique des É-U.

En janvier 2004, à Monterrey au Mexique, eut lieu un Sommet extraordinaire pour faire le point sur la Zone de Libre-Échange des Amériques. Il n'était aucunement question d'en faire un bilan social et humain pour remédier aux nombreuses difficultés que créait la ZLÉA, mais plutôt de considérer les acquis économiques et de réfléchir sur des moyens non encore utilisés pour promouvoir la croissance économique. En effet, on y a beaucoup parlé de politiques macro-économiques, de politiques fiscales, de la dette ou encore de la manière d'assurer une plus grande et fructueuse compétitivité dans la zone. La ZLÉA était considérée comme le remède miracle pour venir à bout du fléau de la pauvreté et pour renforcer la démocratie.

ZLÉA ET ENJEUX DÉMOCRATIQUES

La Zone de Libre-Échange des Amériques concerne plus de 800 millions d'habitants. Ce projet vise à accroître la liberté de circulation des biens, des services et des investissements. Toutefois, l'idée même d'autoriser la libre circulation des personnes des pays en développement vers les pays riches des Amériques donnerait des

cauchemars aux dirigeants du Nord. Le but de la ZLÉA est d'éliminer toute entrave au commerce et à l'investissement et cet accord doit être conforme aux règles prescrites par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Néanmoins, la conjoncture politique et économique actuelle de certains pays à l'intérieur de la zone a changé les données de ce projet d'intégration économique et l'ont rendu moribond. Pensons notamment à l'attitude chaque jour plus agressive de la politique commerciale de l'administration Bush, aux attentats terroristes du 11 septembre 2001, à l'arrivée au pouvoir du brésilien da Silva - farouchement opposé à la ZLÉA - ou encore à la détérioration de la situation économique de nombreux pays latino-américains. De nombreuses manifestations un peu partout dans le monde ont alors éclaté pour exprimer le refus populaire de la création de la zone de libre-échange et ont exercé de telles pressions sur les gouvernements que ces derniers ont préféré mettre de côté les négociations de ce projet controversé lors du Sommet extraordinaire de Monterrey.

La tendance politique de l'Amérique latine tend de plus en plus vers la gauche. Des pays comme le Brésil, le Chili, le Venezuela et l'Argentine ont établi un bilan négatif des politiques néo-libérales américaines qu'ils ont longtemps subies et ne cachent plus aujourd'hui leur opposition à la volonté d'hégémonie économique des politiques de l'administration Bush. Il est vrai qu'en 10 ans, le modèle libre-échangiste est parvenu à creuser plus que jamais le fossé entre riches et pauvres en Amérique latine et qu'il est même jugé « pervers » par le président Lula da Silva (la pauvreté touche 44% de la population latino-américaine, c'est-à-dire 222 millions de personnes). En Amérique latine, on résume les années 1980 comme étant une « décennie perdue » et les années 1990' comme des « années de désespoir ».

La ZLÉA n'est plus, du moins dans sa forme originelle. Le processus de négociation de la ZLÉA est sur le point de se morceler en plusieurs accords bilatéraux et sous-régionaux. Ainsi, pour n'en citer que quelques uns, l'Union Européenne a négocié un accord de libre-échange avec le Mexique et le Chili, ce dernier travaillant également en collaboration avec le MERCOSUR, c'est-à-dire le Brésil. Le Canada lui-même, quelque peu relégué à l'arrière-plan étant donné sa position de moins en moins crédible sur le multilatéralisme, s'est vu offrir un accord de libre-échange avec le MERCOSUR. Il s'agit maintenant de savoir si ces accords « dualistes » seront davantage à l'écoute des attentes des populations concernées ou bien s'ils ne sont qu'une manière déguisée d'asseoir le pouvoir des gouvernants au détriment de leurs peuples.

LE VESTON-CRAVATE ET L'UNIFORME KAKI

Les accords économiques signés entre les Etats-Unis et les États de l'Amérique du Sud servent bien le projet de globalisation. Mais lorsque certains pays n'offrent pas des conditions « favorables à l'investissement », on troque la mallette pour la mitraillette. Le Plan Colombie, une initiative de Washington, a été formalisé en 2000 par le gouvernement de Pastrana. Son but officiel est la lutte contre le narcotrafic, mais il ne sert en réalité qu'à camoufler l'implication américaine dans le conflit politique colombien. Près de 2,2 milliards de dollars ont été accordés par les Etats-Unis dans le cadre du Plan Colombie, plaçant la Colombie comme le 3e plus grand receveur d'aide financière des É.U. au monde, après Israël et l'Égypte. Ces dernières années, les actions des forces militaires et paramilitaires contre les communautés locales et les militants syndicaux se sont multipliées dans ce pays.

Venezuela, le coup d'État d'avril 2002 contre le président Hugo Chavez a été court-circuité par un mouvement populaire inattendu dans les rues. Le financement de l'opposition anti-chaviste par Washington est indéniable, plusieurs haut placés étasuniens ayant maintes fois exprimé leur désir de voir la chute du gouvernement démocratiquement élu et réélu du Venezuela.

DES ALTERNATIVES POUR LES AMÉRIQUES

La prise du pouvoir par des partis progressistes dans plusieurs pays d'Amérique du Sud a changé la donne de l'intégration continentale. En 2001, à Québec, les chefs d'États n'entendaient qu'un seul type de développement

continental. Le modèle monétariste, du libre marché et des privatisations, devait mener automatiquement de la prospérité à une meilleure démocratie. Ce modèle, aux accents fortement néolibéraux, a été répudié par nombre de gouvernements, en plus d'avoir à se légitimer devant des crises sociales énormes causées son application, en Argentine en 2002 et en Bolivie en 2004-2005.

Plusieurs voies alternatives d'intégration régionale ont vu le jour. Les discours de Lula au Brésil, Krishner en Argentine et Chavez au Venezuela, envisagent des mesures étatiques actives afin de régler les problèmes de pauvreté et d'inégalité criante dont souffre le sous-continent. La tendance vers les privatisations et le laissez-faire est renversée. La relance du MERCOSUR, animée par le Brésil, vise à renforcer les liens entre les économies nationales du cône sud. De pair avec la Conférence sud-américaine des nations (CSAN), le MERCOSUR indique clairement le besoin des économies sud-américaines de se développer en-dehors des institutions contrôlées par les pays du Nord (OÉA, ZLÉA).

Finalement, l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA) a été lancé officiellement en avril 2005 par les gouvernements cubain et vénézuélien. Elle fait principalement la promotion de plusieurs accords de coopération signés entre les deux pays. Dans le cadre de ces accords, Cuba a envoyé des médecins et du personnel médical au Venezuela afin d'élaborer un système de santé de qualité dans les quartiers pauvres du pays, en échange de quoi le Venezuela accorde des ressources pétrolières à prix réduit à la Grande Île. En tout, 20 000 Cubains et Cubaines sont installés au Venezuela pour cette mission. Les deux pays ont invité d'autres pays à initier ce genre d'échange axé davantage sur l'humanisme que sur le mercantilisme.

SOMMET DES PEUPLES

Le Sommet des peuples est une réponse citoyenne au Sommet des Amériques et représente la lutte populaire face à la domination néo-libérale. Les mouvements populaires qui ont éclaté depuis le début des négociations sur le ZLÉA sont parvenus à mettre en veilleuse le grand projet d'intégration économique que les Etats-Unis d'Amérique cherchaient à faire adopter. La révolte citoyenne face à la plus grande puissance mondiale a également favorisé l'arrivée au pouvoir de dirigeants socialistes en Amérique latine qui forment aujourd'hui une coalition contre des programmes aux relents de re-colonisation et de paternalisme désuet.

Le IIIe Sommet des peuples se tiendra du 1er au 5 novembre à Mar del Plata et rassemblera différents représentants d'organisations sociales et populaires qui s'opposent à la politique néo-libérale incluse dans le programme de libre échange tel qu'il est présenté par les 34 chefs d'État du continent américain. Le Sommet des peuples se veut une tribune démocratique favorisant un vrai débat dans le but de promouvoir l'émergence de stratégies économiques justes et équitables pour éradiquer la pauvreté et favoriser la démocratie.

Quatre principaux thèmes seront abordés :

- 1/ la promotion de l'intégration des personnes,
- 2/ l'abandon de la dette (le remboursement ayant été maintes fois effectuée),
- 3/ le renforcement de la souveraineté et le droit à l'autodétermination et
- 4/ l'accroissement de l'emploi et la redistribution des richesses.